



IDHAE



**Observatoire mondial des violations des droits de la défense et des droits des avocats**

*Les grands barreaux d'Europe pour la défense des droits de l'homme*

## **CHINE**

### **Six mois après : le sinistre bilan.**

**CHINE – 9 juillet 2015**

*L'arrestation nocturne de Wang Yu, l'avocate du cabinet d'avocats Fengrui à Pékin, marque le début d'une féroce vague de répression envers les avocats des droits de l'homme en Chine.*



Pendant les premières heures du matin du 9 Juillet, l'électricité et Internet ont été coupés dans la maison de Wang Yu (王宇), avocate du cabinet Fengrui. La porte a été ouverte, la maison fouillée et elle a été emmenée. Wang Yu a ensuite disparu. Des voisins ont témoigné et ont déclaré que la police a prétexté une descente chez un trafiquant de drogue qui retenait une personne en otage. Ce n'est qu'une dizaine de jours plus tard, lorsqu'a été diffusé un reportage sur la télévision d'Etat, que l'entourage de Wang Yu a compris qu'elle avait été arrêtée. Dans cette vidéo qui datait de deux mois, on la voyait protester dans le tribunal de Shenyang contre le comportement d'hommes en uniforme. La télévision chinoise s'est bien évidemment gardée d'expliquer les causes de cette colère et a qualifié ses actes

d' "inacceptables". Wang Yu a été formellement inculpée - après plusieurs mois de disparition forcée - le 8 Janvier, 2016 de « d'incitations à la subversion du pouvoir d'Etat ». Elle est détenue au centre de détention n ° 1 à Tianjin

Au moment de l'enlèvement, son époux, Bao Longjun et son fils, Bao Zhuoxuan étaient à l'aéroport de Pékin mais ont été interpellés lors de l'embarquement. Bao Zhuoxuan a été confié à sa tante tandis que ses deux parents ont été placés en détention, la police n'a jamais confirmé les accusations portées contre eux et n'a communiqué aucune information quant à leur localisation.

Son fils de 16 ans a été intercepté le 6 octobre à la frontière sino-birmane où des amis l'avaient conduit pour tenter de lui faire gagner les États-Unis. Il a été placé chez ses grands-parents en Chine où il est surveillé de très près par les autorités.

Wang Yu n'en est pas à sa première persécution dans l'Etat policier chinois. En 2008, alors qu'elle était avocate des affaires, des policiers et employés de gare l'ont empêché de retrouver son mari sur le quai, alors qu'elle était munie du titre de transport nécessaire. Lorsqu'elle a porté plainte, elle s'est retrouvée jugée et condamnée à trois ans de prison pour coups et blessures envers les policiers. Depuis, Wang Yu a fréquemment été menacée, harcelée et physiquement agressée par la police notamment depuis qu'elle a commencé à s'intéresser aux affaires liées aux droits de l'homme en 2011. Elle a défendu au cours de ces dernières années, notamment l'affaire Jiansanjiang, Iham Tohti, et l'affaire relative à l'expulsion forcée de Fan Mugen. Wang Yu a également défendu le militant associatif de renom et utilisateur de Twitter, Wu Gan, qui est également un employé du cabinet d'avocats *Fengrui Law Firm*.

A partir de l'arrestation de Wan Yu, plus de 100 avocats, avocats ont été placés en détention provisoire, en 2015, accusés de soutenir l'activisme du cabinet Fengrui. Beaucoup qui auront été convoqués pour interrogatoire puis relâchés après 24 heures. À ce jour, 19 personnes sont toujours détenus: 15 ont été officiellement arrêtés, et 4 sont en résidence surveillée à la discrétion de la police, dans des lieux secrets. Six ont été libérés au total, dont quatre auront passé six mois en détention.

- **Outre Wang Yu, ont été officiellement « arrêtés » - après six mois de détention le 8 Janvier 2016 et inculpés de « Subversion du pouvoir de l'État » (Code pénal, article 105 (1))**



**Wang Quanzhang (王全璋)**, avocat du Cabinet Fengrui, formellement inculpé le 8 Janvier 2016 - après plusieurs mois de disparition forcée – de "subversion du pouvoir de l'Etat." Détenu au centre de détention n ° 2 de Tianjin. Première aurait été pénalement détenus par les médias officiels le 11 Juillet, le jour après que la police l'a saisi. Son avocat, Li Zhongwei (李仲伟) a confirmé le 10 Août que Wang avait seulement été mis en détention criminelle le 4 Août sur des soupçons de "créer une perturbation" et "incitation à la subversion du pouvoir d'Etat". Il était précédemment détenu dans le district Centre de détention Hexi de Tianjin. Wang avait déjà été violemment attaqué en Juin, en représailles à ses interventions dans des affaires sensibles.



**Zhou Shifeng (周世锋)**, fondateur et directeur du Cabinet Fengrui, a été formellement inculpé - après plusieurs mois de disparition forcée - le 8 Janvier, 2016 de «subversion du pouvoir de l'Etat ». Il est détenu au centre de détention n ° 1 à Tianjin. Interpellé à Pékin le 10 Juillet, les médias d'Etat ont rapporté qu'il était en détention criminelle. Une de ses clientes, Zhang Miao (张淼), correspondante de presse d'un hebdomadaire allemand, avait été libérée la veille après avoir passé des mois en détention pour soutien aux protestations de Hong Kong. Zhou s'était rendu à Songzhuang, dans la banlieue de Pékin, afin d'accueillir Zhang après sa libération. Il est descendu dans un hôtel, où la police l'a arrêté le lendemain matin. Entendant ses cris, ses collègues dans la chambre voisine se sont précipités et ont vu des policiers de l'emmenner, avec la tête recouverte d'une cagoule. Avant sa détention, Zhou avait annoncé qu'il créait une Fondation des avocats de la défense en Chine dotée de 8 millions de RMB (1,2 millions de US \$) pour soutenir les familles des avocats persécutés à travers le pays. Zhou a également promis de soutenir la famille de Wu Gan, qui travaillait comme conseiller spécial du Cabinet Fengrui avant son arrestation. L'avocat Zhou Yang Jinzhu (杨金柱) a été convoqué pour interrogatoire par la police de Changsha et a été averti par le département judiciaire de Changsha à ne pas se rendre à Pékin.



**Li Heping (李和平)** a été formellement inculpé le 8 Janvier 2016 - après plusieurs mois de disparition forcée - de « subversion du pouvoir de l'Etat ». Il est détenu au centre de détention n ° 1 à Tianjin. L'inculpation de Li est intervenue après six mois de disparition forcée. Il avait été arrêté par le Bureau de la sécurité publique (BSP) de Tianjin le 10 Juillet autour de 14:00. Les policiers ont fouillé, sans produire de mandat, son domicile de Pékin et son cabinet, Globe-Law, confisquant disques durs et ordinateurs. Son assistant juridique Zhao Wei a également été saisi de force de son domicile et placé en résidence surveillée. La police aurait dit la femme de Li que son cas relevait d'une "affaire criminelle", mais ils ont refusé de lui dire où ils conduisaient l'avocat. L'agence Xinhua a confirmé qu'il est détenu en vertu des mesures pénales obligatoires depuis le 18 Juillet, mais la famille n'a jamais reçu aucune notification jusqu'à son inculpation en Janvier. Li Heping avait signé la lettre ouverte de soutien Wang Yu. Il a défendu un certain nombre de cas sensibles impliquant pratiquants de Falun Gong, les chrétiens et des personnalités comme l'avocat Gao Zhizheng (高智晟).



**Li Chunfu (李春富)**, avocat de Pékin, a été formellement inculpé le 8 Janvier, 2016 pour « subversion du pouvoir de l'Etat ». Il est détenu au Centre de détention No. 3 de Tianjin. Li a disparu après avoir été emmené par la police à son domicile le 1er Août. Li est le frère cadet de Li Heping. La police a également fouillé sa maison. Sa famille n'avait reçu aucune notification de sa détention jusqu'à son arrestation.



**Gao Yue (高月)**, assistante de Li Heping à Pékin, a été formellement inculpée le 8 Janvier, 2016 de « complicité de destruction de preuves ». Elle est détenue au Centre de détention n ° à Tianjin. Elle a disparu le 20 Juillet et sa famille n'a reçu que le 24 Juillet un avis de la police de Tianjin indiquant qu'elle était en « résidence surveillée dans un endroit désigné » pour "création d'une perturbation" et "incitation à la subversion du pouvoir d'Etat." Gao travaillait sur un projet de mise en œuvre de la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants en Chine. Les autorités ont refusé l'accès à un avocat pour des motifs de sécurité nationale.



**Li Shuyun (李姝云)**, avocate stagiaire du cabinet d'avocats Fengrui, a été formellement inculpée - après plusieurs mois de disparition forcée - le 8 Janvier, 2016 de « subversion du pouvoir de l'Etat ». Elle est détenue au centre de détention n ° 1 au Tianjin. La Bureau de la sécurité publique (BSP) de Tianjin ont fouillé son domicile le 10 Juillet et ont emporté un ordinateur et un disque dur. Ils ont affirmé qu'ils travaillaient avec la police de Pékin et qu'ils enquêtaient sur une « affaire criminelle ».



**Liu Sixin (刘四新)**, adjoint administratif du Cabinet Fengrui (malgré son diplôme de docteur en droit, Liu a été radié du barreau à la suite d'une affaire pénale controversée contre lui en 2009. Si nous le comptons comme adjoint administratif, qui est son titre au cabinet d'avocats Fengrui, il est cependant unanimement reconnu et respecté en tant qu'avocat) a été formellement inculpé le 8 Janvier, 2016 - après plusieurs mois de disparition forcée - de « subversion du pouvoir de l'Etat » ainsi que d'« atteinte à la sûreté de l'Etat ». Il est détenu au centre de détention n ° 2 de Tianjin. Il avait disparu le 10 Juillet, après avoir téléphoné à Liu Xiaoyuan (刘晓原) en criant: « Ils arrivent! », avant que la ligne ne soit coupée. Son avocat a tenté de lui rendre visite le 28 Juillet, au Centre de Détention de Hexi District à Tianjin après avoir eu connaissance de son lieu de détention, mais il en a été empêché par les autorités.

- **Ont été formellement inculpés d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat » (Code pénal, 105 (2))**



**Bao Longjun (包龙军)**, avocat (bien que titulaire d'une licence de droit en Mongolie intérieure, mais il s'est vu refuser d'exercer comme avocat) et mari de l'avocat Wang Yu, a été formellement inculpé le 8 Janvier, 2016 d « incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat ». Actuellement détenu au centre de détention n ° 2 à Tianjin. Bao Longjun a été interpellé par la police à l'aéroport international Pékin dans la soirée du 8 Juillet avec son fils, qui a pu être libéré plus tard. Les autorités ont placé Bao en « résidence surveillée dans un endroit désigné » par la police de Tianjin pour avoir "création d'une perturbation" et "incitation à la subversion du pouvoir d'Etat." Sa famille et ses avocats n'ont reçu aucune information sur son sort jusqu'au 24 Août, et ont pas été autorisés à lui rendre visite.



**Xie Yang (谢阳)**, a été formellement inculpé par le Bureau de sécurité publique de Changsha e, le 9 Janvier, 2016 - après six mois de «résidence surveillée dans un endroit désigné," au cours de laquelle la police a refusé Xie tout accès à son avocat et n'a pas informé sa famille de son emplacement - d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat ». Xie est détenu au centre de détention n ° 2 à Changsha. Il a d'abord été détenu le 11 Juillet de son hôtel à Huaihua, dans la province du Hunan, avec son assistant, Wei Deifeng (魏得丰), qui, lui, a été libéré 24 heures après. Ses avocats, Zhang Chongshi (张重实) et Lin Qilei (蔺其磊) se sont vus à plusieurs reprises refuser l'accès à leur client au motif qu'il est accusé d'un crime "mettant en danger la sécurité nationale». Xie avait été victime d'un incident en 2015, en représailles de ses interventions dans des affaires sensibles.



**Xie Yanyi (谢燕益)**, avocat de Pékin a été formellement inculpé le 8 Janvier, 2016 - après plusieurs mois en «résidence surveillée à un endroit désigné par la police " – d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat ». Il se tient à Tianjin n ° 2 centre de détention. La police l'a interpellé dans la matinée du 12 Juillet, 2015. Selon l'agence Xinhua, il a été détenu en vertu de mesures pénales obligatoires bien que sa famille n'ait reçu aucun avis officiel pendant toute la durée de sa détention. La police a refusé tout accès à son avocat et n'a pas informé sa famille de son lieu de détention dans les mois précédant son inculpation.

**Ont été libérés de détention criminelle \*:**



**Huang Liqun (黄力群)**, avocat du Cabinet Fengrui, libéré, le 7 Janvier, 2016 après avoir été détenu dans un lieu inconnu depuis le 10 Juillet 2015.



**Chen Taihe (陈泰和)**, avocat mais également professeur de droit à l'Université de technologie électronique du Guangxi, libéré le 22 Août après avoir été détenu au Centre de détention No. 2 de Guilin pour "création d'une perturbation" depuis le 13 Juillet. Selon son avocat, Tan Yongpei (覃永沛), qui avait également été interrogé par la police, la détention de Chen est lié à un "groupe d'action citoyen» *WeChat*. Chen aurait été libéré après avoir promis de dissoudre le groupe, et il a gardé le silence sur sa libération jusqu'à la fin de septembre alors que sa famille a fui la Chine.

**Ont été libéré de la surveillance résidentielle \*:**



**Sui Muqing (隋牧青)**, libéré sous "caution en attendant une enquête plus approfondie". le 6 Janvier 2016 après avoir été placé en «résidence surveillée dans un endroit désigné" pour «incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat" jusqu'à sa libération La police l'avait interpellé à son domicile dans la nuit du 10 Juillet sur des accusations de «création d'une perturbation » et l'a emmené au poste de police de Panyu, Guangzhou, mais il a ensuite été transféré dans un lieu inconnu. Sui Muqing avait signé une lettre ouverte en faveur de Wang Yu avant sa détention. Sa femme, également avocat, a été emmené par la police, puis relâché. Il demeure sous étroite surveillance.



**Xie Yuandong (谢远东)**, avocat stagiaire du Cabinet Fengrui, libéré sous " caution en attendant une enquête plus approfondie "le 19 Janvier, 2016 après avoir été placé lieu «résidence surveillée dans un endroit désigné" par la pôlece de Tianjin pour "création d'une perturbation" et d'"incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat" jusqu'à sa libération le. Xie initialement disparu le 10 Juillet et sa famille a appris Xinhua de l'article le 18 Juillet qu'il avait été placé sous mesures pénales obligatoires. Comme une partie du gouvernement campagne de diffamation contre Cabinet Fengrui, Xie a été présenté dans les médias d'Etat le 19 Juillet "confessant,« probablement sous la contrainte.

**Ont été libérés de disparition forcée \*:**

- Wang Fang (王芳), la comptable du cabinet d'avocats Fengrui, a été libérée le 7 Janvier ici 2016 après avoir disparue le 10 Juillet 2015, après avoir quitté son travail..

\*Le nombre de personnes interrogées et libérés sont mis à jour régulièrement par le Groupe concernant Avocats Chine droits de l'homme (Hong Kong) pour une liste complète des noms publics des personnes interrogées et libéré. <http://www.chrlawyers.hk/en>



**Liste de certains individus relâchés après interrogatoire:**

Après l'arrestation de Wang Yu, plus d'une centaine d'avocats à travers le pays ont publié une déclaration conjointe dans laquelle ils contestent son enlèvement. Un grand nombre de ses signataires ont ensuite été arrêtés. Parmi eux se trouvaient, :

1. Liu Xiaoyuan (刘晓原), avocat et associé principal du Cabinet Fengrui, de Pékin; détenue pendant trois jours et a été menacé de radiation  
Avocat, basé à Guizhou
- 2. Zhou Lixin (周立新) avocat du Cabinet Fengrui
3. Zhang Weiyu (张维玉), avocat, de la province du Shandong
4. Jiang Tianyong (江天勇), avocat radié, de Pékin
5. Zhang Kai (张凯), avocat, de Pékin
6. Wang Cheng (王成), avocat, de Pékin
7. Sun Shihua (孙世华), avocat du Guangdong; épouse de l'avocat détenu Sui Muqing
8. Liu Zhengqing (刘正清), avocat du Guangdong
9. Wang Quanping (王全平), avocat du Guangdong
10. Wu Kuiming (吴魁明), avocat du Guangdong
11. Cheng Shiquan (陈武权), avocat du Guangdong
12. Tan Yongpei (覃永沛), avocat, de la région autonome de Guangxi
13. Wang Haijun (王海军), avocat, du Hunan
14. Guo Xiongwei (郭雄伟), avocat, du Hunan
15. Yang Jinzhu (杨金柱), avocat, du Hunan
16. Yang Xuan (杨璇), avocat, du Hunan
17. Zhang Zhongshi (张重实), avocat, du Hunan
18. Shi Fu Long (石伏龙), avocat, du Hunan
19. Chen Nanshi (陈南石), avocat, du Hunan
20. Zhang Xuezhong (张雪忠), avocat de Shanghai
21. Zhong Ying (钟颖), avocat, de Shanghai
22. Liu Weiguo (刘卫国), avocat, du Shandong
23. Fu Yonggang (付永刚), avocat, du Shandong
24. Zeng Weichang (曾维昶), avocat du Yunnan
25. Liu Wenhua (刘文华), avocat, du Yunnan
26. Zou Lihui (邹丽慧), avocat, du Fujian
27. Ren Quanniu (任全牛), avocat du Henan
28. Meng Meng (孟猛), avocat du Henan
29. Ma Shunli (马连顺), avocat du Henan
30. Fu Jianbo (付剑波), avocat, de Chongqing
31. He Wei (何伟), avocat, de Chongqing
32. Li Dawei (李大伟), avocat du Gansu
33. Jiang Yongji (蒋永继), avocat du Gansu
34. Wang Qiushi (王秋实), avocat, province du Heilongjiang
35. Liu Lianhe (刘连贺), avocat, la municipalité de Tianjin
36. Wang Moqiong (王万琼), avocat du Sichuan
37. Yu Quan (于全), avocat du Sichuan
38. Zhang Lei (张磊), avocat, province du Jiangsu
39. Chang Boyang (常伯阳), avocat du Henan
40. Zhang Jiankang (张鉴康), avocat du Shanxi
41. Lu Fangzhi (吕芳芝), avocat du Hunan
42. Wen Donghai (文东海), avocat du Hunan
43. Xue Rongmin (薛荣民), avocat, la municipalité de Shanghai
44. Li Tiantian (李天天), avocat, la municipalité de Shanghai
45. Qin Lei (秦雷), avocat, la municipalité de Shanghai
46. Ji Laisong (姬来松), avocat du Henan
47. Li Shihui (刘士辉), avocat, la municipalité de Shanghai
48. Li Fangping (李方平), avocat, la municipalité de Pékin. Il a été détenu deux fois pour interrogatoire et sur la deuxième fois, il a été interrogé pendant 14 heures.
49. Ge Yongxi (葛永喜), avocat du Guangdong
50. Luo Qian (罗茜), avocat du Hunan
51. Li Jinxing (李金星), avocat, Pékin; son bureau de la loi, "action pour corriger les griefs Bureau" a été fouillé
52. Li Weida (李威达), avocat du Hebei
53. Ge Wenxiu (葛文秀), avocat du Guangdong
54. You Feizhu (游飞翥), avocat, la municipalité de Chongqing
55. Hu Linzheng (胡林政), avocat du Hunan
56. Shu Xiangxin (舒向新), avocat du Shandong

57. Xu Hongwei (徐红卫), avocat du Shandong
58. Wang Yuqin (王玉琴), avocat du Shandong
59. Xiong Dongmei (熊冬梅), avocat du Shandong
60. Liu Jinxiang (刘金湘), avocat du Shandong
61. Wang Xueming (王学明), avocat du Shandong
62. Xiong Wei (熊伟), avocat du Shandong
63. Zhang Hai (张海), avocat du Shandong
64. Feng Yanqiang (冯延强), avocat du Shandong
65. Liang Lanxin (梁澜馨), avocat du Hebei
66. Zhang Junjie (张俊杰), avocat du Henan
67. Chen Zongyao (陈宗瑶), avocat du Zhejiang
68. Yuan Yulai (袁裕来), avocat du Zhejiang
69. Lü Zhoubin (吕洲宾), avocat du Zhejiang
70. Vous Zhonghong (游忠洪), avocat, la municipalité de Chongqing
71. Zhang Tingyuan (张庭源), avocat, la municipalité de Chongqing
72. Lei Dengfeng (雷登峰), avocat, la municipalité de Chongqing
73. Huang Simin (黄思敏), avocat du Hubei
74. Zhang Yujuan (张玉娟), avocat du Hunan
75. Yang Mingkua (杨名跨), avocat du Yunnan
76. Wang Zongyue (王宗跃), avocat du Guizhou
77. Li Yuhan (李昱函), avocat, province du Liaoning
78. Chen Jiangan (陈建刚), avocat, la municipalité de Pékin
79. Liu Shuqing (刘书庆), avocat du Shandong
80. Xu Guijuan (许桂娟), avocat du Shandong
81. Ma Wei (马卫), avocat, la municipalité de Tianjin
82. Zhuang Daohe (庄道鹤), avocat du Guizhou
83. Wang Liao (汪廖), avocat du Zhejiang
84. Li Guisheng (李贵生), avocat du Guizhou
85. Chen Keyun (陈科云), avocat du Guangdong
86. Cui Xiaoping (崔小平), avocat du Guangdong
87. Xu Dejun (徐德军), avocat du Guangdong
88. Zhu Jinhui (朱金辉), avocat du Guangdong
89. Pang Kun (庞琨), avocat du Guangdong
90. Wu Zhenqi (吴镇琦), avocat du Guangdong
91. Ran Tong (冉彤), avocat du Sichuan
92. Miao Jie (苗杰), avocat du Henan
93. Li Xiangyang (李向阳), avocat du Shandong
94. Zheng Enchong (郑恩宠), avocat de Shanghai

**Mais aussi :**

Bao Zhouxuan (包卓轩), le fils adolescent des avocats Wang Yu et Bao Longjun, détenue en résidence surveillée le 18, a été interrogé à quatre reprises par la police. Son passeport a été confisqué et il a été empêché de partir étudier à l'étranger. Il a interdiction de parler aux avocats.

Zuo Peizheng (左培生), membre du personnel du cabinet Fengrui à Pékin

Zhou Qing (周庆), chauffeur de Zhou Shifeng au cabinet Fengrui

Wei Deifeng (魏得丰), assistant de Xie Yang, avocat au Hunan

**L'Observatoire mondial IDHAE des violations des droits de la défense et des droits des avocats a signé la pitation initiée par China Human Rights Lawyers Concern Group et Taiwan Support China Human Rights Lawyers Network, aux cotés de 35 organisations de Hong Kong et Macao, de 38 de Taiwan, et de 33 d'autres pays du monde**

Special thanks from IDHAE to Kit Chan of China Human Rights Lawyers Concern Group